

SÉNATORIALES 2011



Une victoire HISTORIQUE!



N° 625
DU 1^{er} AU 7 OCTOBRE 2011
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE
Charlotte Collonge (76 58)
• PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) et SIPA
• MAQUETTE Stéphanie Zoete
• FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE :
0114P11223
• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 23 500 exemplaires



L'AGENDA



Pour trouver votre bureau de vote : lesprimairescitoyennes.fr

9 octobre
► Premier tour

16 octobre
► Deuxième tour

22 octobre
► Convention d'investiture



Spécial Sénatoriales

Harlem Désir, 25/09/11
« Les socialistes et l'ensemble de la gauche ont remporté une victoire historique : le Sénat connaît l'alternance si longtemps attendue. Ce basculement est une lourde sanction pour l'UMP et le gouvernement. C'est une défaite personnelle pour le président de la République. Les élus locaux, les plus proches des citoyens, se sont fait les porte-voix de l'exaspération des Français et de leur profonde volonté de changement. Ce scrutin est une répétition générale avant la bataille de 2012. Il constitue le premier acte de la reconquête pour la gauche. »

Jean-Marc Ayrault, 25/09/11
« La gauche vient d'écrire une page de l'Histoire en remportant pour la première fois la majorité au Sénat. Les élus de France ont exprimé la volonté profonde de changement du pays. Ce sont eux qui suppléent les multiples défaillances de l'État et des services publics. Ce sont eux qui réparent au quotidien les inégalités et la souffrance sociale. Leur vote est le rejet d'un pouvoir qui a la responsabilité de cette situation. C'est au Sénat et à l'Assemblée que nous avons forgé les voies de l'alternance. C'est ensemble que nous construirons le Parlement du changement. »

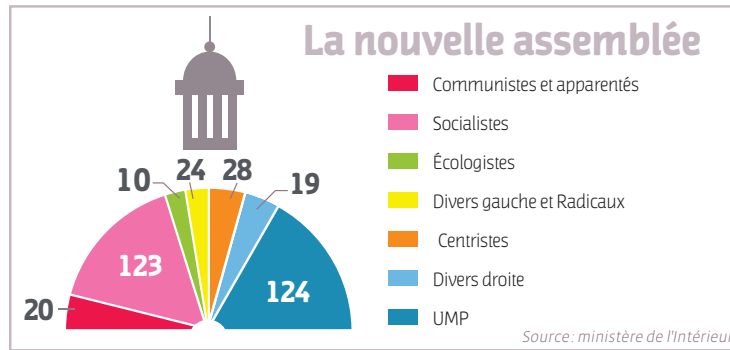
LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1^{er} octobre

C'est samedi que sera désigné le nouveau président du Sénat, deuxième personnage le plus important de l'État. Malgré la défaite de la droite, Gérard Larcher est candidat à sa propre succession. À gauche, c'est Jean-Pierre Bel, jusque-là président du groupe socialiste et Sénateur de l'Ariège, qui brigue le Plateau, avec le soutien du Bureau national du PS.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

« Un jour qui marquera l'Histoire. »



On a bien vu passer Charles Pasqua et Serge Dassault sur les coups de 18h15. Une heure plus tard, rares étaient les Sénateurs de droite qui montaient les marches de l'escalier d'honneur du Palais du Luxembourg pour aller répondre aux journalistes.

Et pour cause. À 19h15, Jean-Pierre Bel, président du groupe socialiste au Sénat, annonçait les premiers résultats sans appel, pour la droite, comme pour la gauche. « C'est un jour qui marquera l'Histoire, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, le Sénat va connaître l'alternance. Pour la première fois, la gauche vient de gagner les élections sénatoriales. C'est un véritable camouflet pour la droite. En l'état actuel, la gauche aurait remporté

24, 25, 26 sièges supplémentaires. Il y a de façon certaine au moins 175 sénatrices et sénateurs de gauche, c'est-à-dire au-delà de la majorité absolue ». Avec les résultats des Antilles, la gauche compte finalement 177 sièges sur 348 au Sénat. Le fol espoir est donc devenu réalité. « Il y a une certaine émotion ; je ne sais pas si mes yeux brillent. Bien entendu, pour tous les hommes ou toutes les femmes engagés à gauche, savoir que le Sénat est passé à gauche politiquement, majoritairement, alors que le scrutin est si injuste, on se dit que quand on se bat on arrive à soulever des montagnes et que même des choses qui paraissaient impossibles peuvent se produire », s'enthousiasme David Assouline, Sénateur de Paris. Historique, le

mot est lancé, il accompagnera toutes les déclarations de cette fin de dimanche jusqu'au lendemain. Jamais depuis 1958 la gauche n'avait été majoritaire à la chambre haute, le mode de scrutin avait d'ailleurs été élaboré en ce sens. « Les élus locaux ont fait confiance dans cette élection sénatoriale à ceux qui les représentent le mieux dans les territoires c'est-à-dire le rassemblement de la gauche, explique Christophe Borgel, on a énormément travaillé pour cette élection, nous avons réussi avec l'appui du PS à rassembler la gauche. Il y a le sentiment d'une belle bataille électorale qui se termine par une magnifique victoire. » La Lozère, Saint-Pierre et Miquelon, ont basculé, le Morbihan et le Loiret ont été gagnés dès le premier tour. Parmi d'autres. Une victoire nette et sans bavures. « Il nous appartient de bâtir un nouveau Sénat représentatif de tous les territoires dans toute leur richesse et dans toute leur diversité, a conclu Jean-Pierre Bel, un Sénat plus moderne et plus modeste, qui accompagnera le profond mouvement de réforme dont notre pays a besoin, un Sénat enfin dans lequel chacun trouve sa place sans sectarisme, sans exclusive. »

BUREAU NATIONAL

Mobilisation des enseignants



Un enseignant du public sur deux a cessé le travail mardi 27 septembre pour protester contre la politique du gouvernement. Ils ont été rejoints, dans les cortèges particulièrement nombreux, par des enseignants du privé, mais aussi par des parents, des étudiants et des lycéens inquiets pour l'avenir du système scolaire. « Nous ne pouvons accepter que la rentrée 2012 s'annonce pire encore que celle d'ores et déjà catastrophique de 2011 », a déclaré le PS réuni

en BN. La liste des difficultés ne cesse de s'allonger : fermetures de classes, augmentation du nombre d'élèves par classe incompatible avec la réussite des enfants, remplacements de professeurs non assurés, disparition des RASED (Réseaux d'aides spécialisés aux élèves en difficulté), développement inadmissible de la précarité pour combler les trous béants creusés par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, nouveaux enseignants envoyés devant les classes à plein temps sans avoir reçu de formation professionnelle. Ce sont d'abord les plus fragiles qui font les frais de cette politique à courte vue qui fait fi de la réussite des élèves et conduit inéluctablement à la mise en place

d'un système scolaire à plusieurs vitesses. « Le gouvernement doit tirer les leçons de la mobilisation et renoncer immédiatement à la suppression des 14000 postes prévue dans le budget 2012. Il doit par ailleurs organiser sans tarder un complément de formation pour les jeunes enseignants. Au-delà, il faudra entreprendre une profonde rénovation de notre système scolaire », a affirmé le BN. Le Parti socialiste rappelle ses engagements pour garantir la réussite de chaque jeune : nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la nation, priorité à l'école primaire, refondation des rythmes scolaires et des programmes, personnalisation accrue des enseignements, amélioration de l'encadrement et revalorisation du métier d'enseignant.



Le 28 septembre, le Premier secrétaire par intérim, Harlem Désir a rencontré l'ancien Président du Brésil, Luis Inacio Lula da Silva.

« Que les privilégiés n'échappent pas à la progressivité de l'impôt »

À l'occasion d'un discours à Nantes, le 21 septembre 2011, François Hollande a dénoncé l'injustice de la politique fiscale du gouvernement de Nicolas Sarkozy et a présenté ses priorités pour rétablir de la justice avec une grande cause fédératrice, la jeunesse.



« L'enjeu en 2012 sera, pour nous socialistes, de démontrer que la continuité représente une menace. Nous devons démontrer que les forces du changement constituent une chance pour notre pays.

Nous devons donner espoir, sûrement ; confiance, nécessairement. Il faudra ouvrir un chemin, montrer un autre modèle que l'argent, la spéculation, la facilité, l'indécence et la richesse. Il faudra aussi montrer un destin commun. Au-delà de nos parcours, nos histoires, nous sommes tous citoyens de France, conscients de l'enjeu que nous portons ensemble. Il faudra donner de la fierté, que ceux qui voteront pour nous se sentent portés par ce mouvement. Nous ne ferons pas de distinctions entre ceux qui nous ont suivis et ceux qui nous auront combattus. Il s'agira d'incarner l'intérêt du pays.

Il faudra faire preuve de crédibilité. Nous sommes dans une situation où le déficit public s'est dégradé et a atteint des niveaux considérables (100 milliards d'euros pour l'État, 30 milliards pour la Sécurité sociale, soit 85 % de la richesse nationale).

Si la dette n'est pas maîtrisée, elle deviendra le premier budget du pays. Peut-on l'accepter ? Peut-on laisser aux générations futures le fardeau de nos propres inconséquences ?

Il sera temps de situer les responsabilités entre la crise et les choix qui ont été faits par les gouvernements de droite. Nous découvrirons que les cadeaux fiscaux ont été financés à crédit. Nous allons faire payer à

nos enfants et à nos petits-enfants les facilités de Nicolas Sarkozy.

Il faudra alors faire preuve de crédibilité. Le combat contre la dette est un combat contre cet acte de défiance à l'égard de l'avenir. Les citoyens ne l'accepteront que s'ils ont le sentiment d'une cohérence face à l'avenir, c'est-à-dire une capacité à comprendre les enjeux et de porter l'effort dans la durée. Il ne faudra pas changer de politique en cours de mandat.

On a dit que le président sortant est un président bling-bling. Il est surtout un président zig-zag ! Il a commencé par faire voter un paquet fiscal que nous avions critiqué. Ils ont laissé ceux qui croyaient pouvoir acquérir un logement sans espoir. Ils ont continué à multiplier les taxes, eux-mêmes qui annonçaient des suppressions d'impôts. Ils ont taxé l'alcool, le tabac puis les ordinateurs, Internet, les boissons, l'hôtellerie de luxe. Et pourquoi pas le sel aussi ? Ils ont frappé les mutuelles. Ils savent ce qu'ils font, et ce qu'ils font concerne en particulier les classes moyennes.

La situation exige de la justice. Elle commencera par la réforme fiscale indispensable. Il n'est pas possible de demander un effort à un citoyen s'il n'a pas la conviction qu'il est partagé, que chacun contribue en fonction de son revenu et de son patrimoine et que les privilégiés n'échappent pas à la progressivité de l'impôt.

Notre système fiscal est devenu tellement opaque que personne ne sait qui paie et qui ne paie pas. Ces niches fiscales

représentent 400 milliards d'euros, dont la plupart est totalement inutile lorsque quarante d'entre elles sont discutables. Il faudra les observer et en supprimer, tout en gardant de la prudence pour celles qui concernent le plus grand nombre.

Progressivité, transparence, simplification devront être réintroduites.

S'agissant de la santé, peut-on accepter les dépassements d'honoraires, les mois d'attente pour voir un spécialiste, l'aggravation des coûts ? Sur la retraite, comment serait-il possible que ceux qui, à 60 ans, auront déjà travaillé quarante-et-une années et demain quarante-et-une années et demie se voient imposer deux années supplémentaires parce que l'âge de la retraite aura été repoussé à 62 ans ?

Et que dire des femmes, qui doivent faire face à des carrières discontinues et pour qui le report de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein a été vécu comme un traumatisme ?

Pas une élection n'a été gagnée sans une grande aspiration. Il faut donc trouver ce qui va nous unir. Quelle va être la grande cause, l'engagement, ce qui va faire que des générations, des catégories sociales qui se pensent en conflit vont s'unir ? **Ce sera la jeunesse.** Pendant deux siècles, nous avons été épris par une certitude : « *Nos enfants vivront mieux, comme nous, nous avons mieux vécu que nos propres parents.* » Cette espérance s'est arrêtée. Quelle plus noble cause peut-on proposer que de retrouver cette belle espérance ? Donner à la jeunesse la capacité de vivre mieux que nous, lui offrir un destin, s'assurer que nul ne sera exclu alors même qu'il commence sa vie.

C'est parce que je crois en cette espérance que je me présente aujourd'hui devant vous. »

François Hollande



« Je défends Ségolène Royal parce que j'admire son courage »

Ariane Mnouchkine

Metteuse en scène, Ariane Mnouchkine, dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde*, revient sur les raisons politiques qui la conduisent à soutenir la candidate qui veut « *mettre le peuple au centre* ».



« *Mais pourquoi défendez-vous encore Ségolène Royal ? Avez-vous vu les sondages ? Elle n'a aucune chance.* »

On ne défend pas son champion ou son équipe parce qu'ils sont sûrs de remporter la victoire, mais parce qu'ils en sont dignes. Je défends Ségolène Royal parce qu'elle est digne de gouverner. Je défends Ségolène Royal parce que j'admire son courage. Je défends Ségolène Royal parce qu'elle est la seule à s'engager à mettre en œuvre la démocratie participative et que je pense qu'au XXI^e siècle il n'y aura de démocratie que participative. Ceux qui se gaussent de ce concept sont tout simplement réactionnaires. Qu'ils soient de droite ou se prétendent socialistes ne change rien à l'affaire. Ils tremblent devant le peuple tous les cinq ans, mais ils le méprisent et ne veulent rien entendre de lui. Je défends Ségolène Royal parce que, lors de tous ces inqualifiables procès en incompétence qu'on lui a intentés, c'est à ses défenseurs qu'on s'attaquait et donc à moi aussi. En vérité, c'est tout le peuple français qui fut accusé d'incompétence. Car ce qu'on reproche à Ségolène Royal, c'est bien cela. Faire de la participation des citoyens à la gouvernance de notre pays un des fondements de la politique qu'elle entend inspirer à son gouvernement. Un gouvernement capable à la fois de se donner le temps nécessaire à une

écoute respectueuse et à une pédagogie audacieuse, sans renoncer, le temps venu, au courage d'arbitrer. C'est exactement cela qui hérisse le poil de ces professionnels de la politique. Que cette femme vienne affirmer que l'on peut, que l'on doit, maintenant, gouverner avec le peuple et pour lui. Il n'y a plus d'autres voies que la justice et l'égalité pour que les Français retrouvent le goût de vivre ensemble et que redevienne respirable notre air où règne aujourd'hui une inquiétante odeur de guerre civile. La vraie raison de leur détestation, ils ne peuvent pas l'admettre. Voyez-vous un tel ou une telle venir nous confier : - Vous savez pourquoi je dis, et fais dire partout et colporter par mes snipers sur Internet ou dans la presse, que Ségolène est folle, ou idiote, alors que je sais très bien qu'elle n'est ni folle ni idiote ? C'est parce qu'elle croit à l'intelligence d'un peuple bien informé. Elle croit à son inventivité. Pire, elle croit à sa sagesse, et même, à sa générosité ! Ciel ! Penser que le peuple pense ! Quelle démagogie ! Vous rendez-vous compte du danger que ses idées nous font courir ? Tout cela est inavouable, alors on ricane, on cancanne, on persifle : elle s'habille mal, ce qui parfois est vrai. Elle parle sans respirer, et veut tout dire d'une phrase avant qu'on ne l'interrompe, ce qui n'est pas faux et parfois me désole. Elle fait, dans ses discours,

quelques fautes de français. Mais qui parmi les femmes et les hommes politiques, qui parmi nos "discoureurs" de télévision, bref qui, parmi tous les grands ignorants qui occupent la plupart des tribunes, peut prétendre donner des leçons de français à qui que ce soit ? Sans parler de celui pour qui ils ont voté, ou pire, qu'ils ont laissé élire, et dont le parler est une perpétuelle insulte à notre langue. Qui est Victor Hugo aujourd'hui ? Qui est Lamartine, Jaurès, Blum ? À part peut-être Arnaud Montebourg, ils parlent tous mal le français. C'est triste, mais c'est comme ça. Les citoyens le savent et, hélas, s'y résignent.

Je défends Ségolène Royal parce qu'elle veut faire "de l'éducation nationale une priorité avec comme objectif de faire réussir tous les enfants dans des voies diversifiées, à égales dignités".

Oui, je la défends parce qu'elle ose évoquer la revalorisation du travail manuel qui, souvent, peut confiner au génie. Je sais, je le rencontre tous les jours, cet irremplaçable génie manuel, sans lequel rien, absolument rien, de ce qui est conçu ne verrait concrètement le jour.

Oui, je défends Ségolène Royal parce qu'elle a l'honnêteté de préférer pour nos enfants égarés l'apprentissage de la discipline collective, fût-elle militaire, à la cellule immonde où ils sont jetés en pâte aux pires embrigadements. Intoxiqués par les pires propagandes.

Je la défends parce que, dans le contrat qu'elle propose à la nation, elle s'engage pour "un Parlement renforcé... revivifié par le non-cumul des mandats".

Parce qu'elle a fait de sa région un des territoires écologiquement les plus avancés d'Europe, je défends Ségolène Royal parce qu'elle fut la première à s'indigner que l'on renfloue les banques sans que l'État, si généreux à leur égard, n'en prenne, au moins en partie, le contrôle. Parce qu'elle s'engage à remettre la finance au service de l'économie et à consulter les Français par référendum sur la réforme fiscale indispensable non seulement à notre économie mais à la justice sociale. Justice sociale sans l'avènement de laquelle nous verrons bientôt se lever des révoltes furieuses dont la légitimité n'atténuera pas la violence et ses cruelles conséquences. Je défends Ségolène Royal parce que je la sais sincère, et je signe son contrat. »

Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg

Voici 10 bonnes raisons de considérer que le vote Arnaud Montebourg est le vote le plus utile pour la gauche.



1. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg car il est le seul candidat socialiste qui, avec son projet de démondialisation, a élaboré un nouveau logiciel capable de faire face aux deux défis majeurs de notre temps que sont la régulation de la finance et le rééquilibrage des échanges mondiaux. Sans la mise en œuvre de ce programme, toutes les promesses de la gauche seront balayées par la contrainte économique.

2. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce qu'il a eu raison avant tout le monde. Alors que l'actualité nous montre sans cesse la confusion des intérêts du pouvoir et de l'argent, qui peut dire que son combat de dix ans pour une VI^e République n'était pas justifié? Ce combat était en avance sur son temps. En s'attaquant aux paradis fiscaux au début des années 2000, il avait compris que la dérégulation la plus poussée préparait des crises économiques majeures. La crise de 2008 lui a donné raison. 80% des *hedge funds* sont localisés dans ces paradis fiscaux. Aujourd'hui, toute la gauche partage ses combats. Dix ans trop tard, plusieurs scandales politico-financiers trop tard, une très grave crise économique trop tard. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, car nous avons

besoin de dirigeants qui pensent et agissent en temps réel et non dix ans après. Nous n'avons plus le temps de perdre du temps.

3. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que le monde a changé, parce que l'on a besoin d'une gauche qui n'est pas restée coincée au XX^e siècle, une gauche de l'après-crise, décidée à reprendre le contrôle sur l'économie.

4. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que les marchés et les forces de l'argent (agences de notation, fonds de pension, banques, spéculateurs...) n'ont jamais été aussi forts et rapides, et qu'il faut désormais être capable de leur tenir tête, d'entamer le bras de fer, d'assumer la confrontation qui n'est pas une régulation polie et timorée.

5. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que les privilèges sont revenus, les inégalités assumées sans gêne par ceux qui en bénéficient comme jamais. Il faut désormais un président irréprochable à la tête d'un État impartial.

6. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que plus rien ne tient debout : l'école, les institutions, le modèle de

développement... et qu'il faut être capable de tout changer et d'accompagner ce changement. Les demi-mesures et les rustines n'y suffiront pas.

7. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que les autres candidats nous disent que l'on n'a pas le choix faute d'avoir le courage des solutions nouvelles, faute de pouvoir penser plus loin que ce qu'ils ont appris en politique et en économie.

8. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que la violence et l'extrême droite grandissent en Europe et qu'il faut d'urgence inventer un nouveau modèle français et européen, capable de contrer l'angoisse et de rendre espoir.

9. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que la diversion des sondages nous emmène dans le mur. Décidons d'affirmer ensemble « *pas cette fois-ci* ». Cette fois-ci, nous voulons parler des véritables problèmes, des spéculateurs qui déstabilisent l'économie, des banques qui se croient au casino et ne prêtent plus aux artisans et aux PME. Cette fois-ci, nous voulons parler des perdants de la mondialisation et des usines que l'on a fermées dans le seul but de faire du profit. Cette fois-ci, nous voulons parler des écoles ghettos qui sapent l'avenir des enfants. Cette fois-ci, nous ne voulons plus le miroir aux alouettes des sondages, nous voulons faire de la vraie politique.

10. Le vote utile, c'est le vote Arnaud Montebourg, parce que nous ne supportons plus les larmes du peuple de gauche qui se dit, une fois l'élection perdue, qu'il aurait dû choisir un candidat aux solutions plus fermes, aux ambitions plus grandes et plus justes.

SÉNAT : LA SATISFACTION D'ARNAUD MONTEBOURG

Après la conquête de la majorité au Sénat, Arnaud Montebourg a déclaré : « *C'est une grave difficulté pour M. Sarkozy et un motif de satisfaction pour moi et pour mes amis socialistes.* » Il a également invité la gauche à se doter d'un projet de changement de société : « *La gauche doit inventer une nouvelle société. La gauche ne pourra le faire qu'avec des idées nouvelles et la population rassemblée.* »

PALESTINE : ARNAUD MONTEBOURG POUR UN ÉTAT PALESTINIEN SOUVERAIN

Arnaud Montebourg a signé la proposition de résolution déposée par le groupe Socialiste Radical et Citoyen sur le bureau de l'Assemblée nationale en faveur de la reconnaissance par la France d'un État palestinien souverain, membre à part entière de l'ONU.

ARNAUD MONTEBOURG À L'ESPACE REUILLY CE DIMANCHE 2 OCTOBRE À PARTIR DE 15h

Dimanche 2 octobre à 15h, Arnaud Montebourg vous donne rendez-vous à l'Espace Reuilly, dans le XII^e arrondissement de Paris, métro Montgallet pour son GRAND MEETING NATIONAL : venez nombreux!

MARTINE AUBRY

L'ACTUALITÉ DE MARTINE AUBRY

« Je serai la présidente de la réindustrialisation de la France. »

Lundi 26 septembre, Martine Aubry était à l'usine Renault de Sandouville pour présenter son projet de réindustrialisation de la France. Là où Nicolas Sarkozy avait fait tant de promesses avant d'abandonner complètement notre industrie.



« Il n'y a pas de sortie de crise sans soutien à l'emploi. Or, un emploi créé dans l'industrie, c'est deux emplois dans les services ! Ma conviction profonde, c'est que nous pouvons retrouver la croissance à condition d'avoir une politique industrielle par filière.

Il n'y a pas de production sans investissement. Je réorienterai l'épargne et la fiscalité des

entreprises vers le soutien à l'économie réelle et je découragerai la spéculation et la distribution de dividendes. Je créerai une Banque publique d'investissement pour soutenir les industries stratégiques, développer les filières d'avenir et aider les PME à innover et à grandir.

Il n'y a pas d'industrie sans innovation, pas d'innovation sans recherche et formation. C'est ça la vraie compétitivité, la compétitivité-qualité. Je rehausserai l'effort de R&D privée et publique à 3 % du PIB et je mettrai l'accent sur la formation initiale et continue des salariés. J'assurerai la transition vers un nouveau modèle de développement écologique, énergétique, technologique,

qui mettra l'économie devant la finance, l'industrie au cœur de l'économie et qui lancera la mutation verte.

Il n'y a pas d'industrie sans une Europe qui innove en finançant de grands chantiers industriels grâce aux eurobonds, **et qui protège** en assurant la réciprocité commerciale et le juste échange. Je ferai respecter les normes sociales et environnementales pour les produits importés et le principe du délocaliseur-payeur : une entreprise qui réalise des bénéfices et qui ferme un site rentable devra rembourser les aides publiques perçues, dépolluer le site et revitaliser le bassin d'emploi. »

« Parce que la santé n'est pas une marchandise, je rétablirai l'accès pour tous à des soins de qualité. »

Aujourd'hui, un Français sur quatre renonce à des soins pour des raisons financières. En visite au CHU de Grenoble le 22 septembre, Martine Aubry a dévoilé ses propositions pour une nouvelle politique de santé publique.

« **Pour remettre l'hôpital public au cœur du système**, je lui redonnerai les moyens matériels et humains de fonctionner comme un service public. Je mettrai fin à la politique aveugle de suppressions d'emplois et reverrai le mode de financement pour assurer les missions de service public (hospitalisation de proximité, soins de référence, formation, recherche).

Pour assurer une médecine de proximité accessible à tous et désengorger les urgences, je développerai **les maisons de la santé** regroupant plusieurs professionnels (médecins,

infirmiers, kinésithérapeutes, sages-femmes, etc.).

Pour rétablir l'accès universel à des soins de qualité, je **reviendrai sur les franchises et les forfaits injustes** et je **plafonnerai les dépassements d'honoraires**. J'améliorerai la prise en charge des soins dentaires et des lunettes. J'imposerai un vrai contrôle à l'industrie pharmaceutique et développerai la formation des médecins pour changer en profondeur nos habitudes de santé.

Pour éviter les déserts médicaux, il sera demandé aux **jeunes**

médecins de s'installer au moins cinq ans dans les zones sous-médicalisées. De nouvelles modalités de rémunération valorisant la prévention et un assouplissement du *numerus clausus* compléteront ce nouveau contrat. Entre 1997 et 2002, j'ai rétabli les comptes de la Sécurité sociale tout en ouvrant de nouveaux droits. À partir de 2012, je supprimerai les niches sociales inutiles et réduirai les dépenses entraînées par notre surconsommation de médicaments **pour me donner les moyens de donner plus de pouvoir à la carte vitale qu'à la carte bleue.** »

UNE SEMAINE AVEC MARTINE AUBRY

LUNDI 26 SEPTEMBRE

Visite d'un centre du Secours populaire à Caen et déplacement à Renault-Sandouville (Seine-Maritime) sur le thème de l'industrie.

MARDI 27,

Participation au rassemblement de l'Association des paralysés de France puis à la manifestation des enseignants.

MERCREDI 28

Débat sur i-Télé à 18h.

JEUDI 29

Intervention au congrès de l'USH à Bordeaux.

VENDREDI 30

Déplacement en Dordogne et banquet républicain dans les Landes.

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE

Déplacement en Île-de-France sur le thème de la sécurité

ILS SOUTIENNENT MARTINE AUBRY

Les sportifs avec Martine Aubry : sur le site lessportifsavemartineaubry.tumblr.com/, retrouvez les soutiens de Yohann Diniz, Muriel Hurtis, Ronald Pognon, Bernard Amsalem, Maxime Beaumont.

Une nouvelle politique pour les PME

Nos deux objectifs doivent être d'accroître la compétitivité de nos PME et d'y favoriser l'investissement.



Les PME françaises souffrent chroniquement d'un déficit de compétitivité par rapport aux entreprises allemandes lié pour une bonne part à la structure de leur actionariat et à leur faible taille.

Comme le rappelle la Cour des comptes dans son rapport du 2 mars 2011 établissant une comparaison entre les fiscalités allemande et française, si la situation des entreprises cotées est semblable des deux côtés du Rhin, les PME allemandes s'avèrent quant à elles deux fois plus rentables que leurs homologues françaises. Les entreprises allemandes de taille intermédiaire sont par ailleurs deux fois plus importantes en Allemagne qu'en France ; elles sont également plus spécialisées, plus familiales et mieux capitalisées.

Ces spécificités des PME permettent à l'Allemagne de peser encore aujourd'hui à hauteur de 27 % des exportations de l'UE alors que la France ne cesse quant à elle de décroître, depuis 2000, pour n'en représenter plus que 12 %.

En cette période de crise économique, **nous devons réfléchir à la mise en place de mesures fiscales qui**

accroissent la compétitivité de nos entreprises et qui favorisent l'investissement. Nous devons mettre notre fiscalité au service de ces deux objectifs.

Le **crédit d'impôt recherche doit être recentré vers les PME** afin d'accroître leur compétitivité, en privilégiant celles qui sont indépendantes des grands groupes. Cela passera par un plafond de dépenses abaissé (le plafond actuel qui est de 100 millions d'euros ne concerne que les grands groupes ; l'ancien plafond de 16 millions d'euros qui était en vigueur jusqu'en 2008 n'était lui-même jamais atteint par les PME). En contrepartie, et avec les économies ainsi réalisées, nous pourrions envisager une hausse des taux du CIR qui pourraient être portés jusqu'à 50 % pour les PME indépendantes.

Pour favoriser l'investissement, **je défends l'idée d'un impôt sur les sociétés dont le montant serait modulé selon que le bénéfice est réinvesti ou non.** Les entreprises vertueuses pourraient ainsi voir leur taux d'IS abaissé à 20 % tandis que les sociétés pratiquant une stratégie agressive de désinvestissement systématique subiraient un impôt majoré à 40 %. Mais pour donner sa pleine efficacité à la mesure, encore faut-il que celle-ci soit bien calibrée et adaptée à la diversité des situations que peuvent connaître les entreprises.

Mal calibrée, la mesure ne s'appliquerait qu'aux seules entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés tandis que les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (petits entrepreneurs, professions libérales, sociétés de personnes...) resteraient sur le bas-côté de nos réformes fiscales.

Il faudra également adopter une conception la plus large possible de ce qu'est le désinvestissement. Car celui-ci ne se résume pas à distribuer des dividendes. Il peut aussi se traduire (c'est souvent le cas dans les petites PME dégageant de forts bénéfices) par la prise de salaires très élevés par les dirigeants et leurs conjoints. **Cette conception large du désinvestissement que j'appelle de mes vœux est de nature à faire échec aux comportements prédateurs des grands dirigeants.**

Inadaptée, la mesure pourrait avoir des effets contraires au but recherché pour des entreprises évoluant dans des secteurs (banque, assurance) où la constitution de fonds propres trouve son origine dans une obligation légale ou réglementaire, plutôt que dans la vertu supposée de ses dirigeants. Ces dernières seraient alors *de facto* favorisées alors qu'elles ne feraient que se conformer aux attentes des régulateurs et des marchés. Il faudra donc prévoir un mécanisme correctif pour le secteur financier à l'origine des deux dernières crises que nous avons connues, au risque sinon de créer un véritable effet d'aubaine.

Enfin je pense que **pour favoriser réellement l'investissement des entreprises, il faudra coupler la modulation de l'IS à une politique de faveur envers les amortissements dans des biens intermédiaires à forte valeur ajoutée** ce qui présenterait le double avantage de toucher toutes les entreprises (qu'elles soient à l'IS ou l'IR) et d'avoir un impact immédiat sur l'investissement réel des PME, donc sur notre industrie.



ITALIE

La dégradation de la note souveraine de l'Italie moins d'une semaine après le vote d'un plan d'austérité de 54,2 milliards d'euros au Parlement, souligne une nouvelle fois la nécessité pour les États de dégager une voie crédible menant au désendettement sans pour autant freiner le retour à la croissance.

ZONE EURO

Les États de la zone euro doivent, sous l'impulsion du couple franco-allemand, aller vers plus de fédéralisme et accroître les moyens d'intervention de l'UE, ce qui passe par une activation rapide du FESF, la création d'euro obligations et un meilleur contrôle européen des budgets nationaux.



PRIMAIRES CITOYENNES

LES 9 ET 16 OCTOBRE 2011
TOUTE LA FRANCE
PEUT VOTER
POUR CHOISIR LE OU LA
CANDIDAT-E DE LA GAUCHE
À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2012

Pour voter, il suffit

- ✓ d'être inscrit-e sur les listes électorales
- ✓ de se présenter entre 9h et 19h dans son bureau de vote Primaires
- ✓ de se reconnaître dans les valeurs de la gauche et de la République
- ✓ de contribuer par un euro à l'organisation des Primaires

Trouvez votre bureau de vote sur
lesprimairescitoyennes.fr !



ARNAUD MONTEBOURG



MARTINE AUBRY



JEAN-MICHEL BAYLET



MANUEL VALLS



FRANÇOIS HOLLANDE



SÉGOLÈNE ROYAL



Les photos des candidat-e-s sont présentées dans l'ordre du tirage au sort.



INFORMATION GRATUITE
HORS COTÉ D'APPEL MOBILE
Installez une application de reconnaissance
de code-barre sur votre Smartphone et flashez
le code ci-dessus pour tout savoir sur les Primaires.